

10 JAN. 2008

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

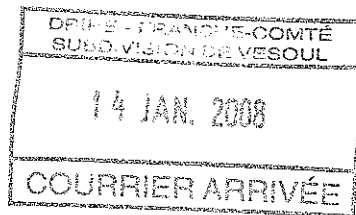
DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

REFERENCE A RAPPELER : MC/GL
BTarind

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme CHANTECLAIR
POSTE TEL : 03.84.77.71.42

MEL : Martine CHANTECLAIR@haute-saone.pref.gouv.fr



**BORDEREAU DE PIECES
TRANSMISES A :**

Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la
recherche et de l'environnement
BP 1269
25005 BESANCON CEDEX

Monsieur le chef du groupe de subdivisions Centre
DRIRE Antenne de Vesoul
1 rue Georges Ponsot
70000 VESOUL CEDEX

Monsieur le directeur départemental de l'équipement
B.P. 389 -
70014 VESOUL CEDEX

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt
B.P. 359
70014 VESOUL CEDEX

Madame la directrice départementale des affaires
sanitaires et sociales
B.P. 412 70014 VESOUL CEDEX

Monsieur le chef du service interministériel de
défense et de protection civile

Monsieur le directeur départemental des services
d'incendie et de secours
B.P. 5 70001 VESOUL CEDEX

Monsieur le directeur régional de l'environnement
5 rue du général Sarraill - B.P. 137
25014 BESANCON CEDEX

Monsieur le directeur départemental du travail de
l'emploi et de la formation professionnelle
BP 383 70014 VESOUL CEDEX

Monsieur Gabriel LAITHIER
6 rue des Vaujeans
25660 MONTROND LE CHATEAU

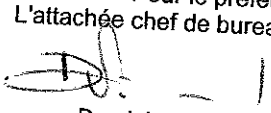
NATURE DES PIECES -

- arrêté n°3499 du 27/12/2007 autorisant le Centre hospitalier intercommunal de Haute-Saône à exploiter des installations classées sur le site du nouvel hôpital à VESOUL

Fait à VESOUL,

LE PRÉFET

Pour le préfet,
L'attachée chef de bureau déléguée


Dominique VIENNET

DRIRE Franche-Comté
Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Vesoul

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

ARRÊTÉ DRIRE/I/2007 n° 34 99

en date du 27 DEC. 2007

autorisant le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LA
HAUTE-SAONE -SITE DE VESOUL- sur le territoire de la
commune de VESOUL.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment ses articles 17 et 43-2 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande en date du 24 juin 2004, complétée le 22 novembre 2004 et le 23 octobre 2006, par laquelle le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LA HAUTE-SAONE (CHI 70) SITE DE VESOUL, sollicite l'autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de VESOUL ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 3036 du 22 novembre 2004 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée ;
- VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 13 décembre 2004 au 14 janvier 2005, et l'avis du commissaire enquêteur du 01 février 2005 ;
- VU l'avis des conseils municipaux :
- de NOIDANS-LES-VESOUL en date du 4 décembre 2004,
 - de PUSEY en date du 7 décembre 2004,
 - de PUSY-EPENOUX en date du 14 décembre 2004,
 - de la Ville de VESOUL en date du 17 décembre 2004,
 - de VAIVRE-MONTOILLE en date du 28 janvier 2005 ;
- VU les avis :
- du Service Départemental de l'Architecture et du patrimoine en date du 4 janvier 2005,
 - de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 5 janvier 2005,
 - de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 6 janvier 2005,
 - du Service Interministériel de défense et de Protection Civile en date du 12 janvier 2005 ,
 - de la Direction Départementale de l'Équipement en date du 19 janvier 2005,
 - de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 3 décembre 2004,
 - de la Direction Départementale du Service Incendie et de Secours en date du 7 décembre 2004,
 - de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 8 décembre 2004,
 - de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 22 décembre 2004 ;

VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté, en date du 25 septembre 2007 ;

VU l'avis du CODERST dans sa séance du 22 octobre 2007 ;

Le pétitionnaire entendu,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT les observations exprimées lors de l'enquête publique, les réponses et l'avis favorable formulés par le commissaire enquêteur au terme de cette enquête ;

CONSIDERANT les avis des services consultés dans leur domaine de compétence et les réponses aux interrogations de ces services formulées par l'exploitant ;

CONSIDERANT les délais de construction et de mise en service effectifs du CHI et leur compatibilité avec la date d'autorisation d'exploitation ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône,

A R R Ê T E

ARTICLE 1. - CHAMP DE L'AUTORISATION

1.1. - INSTALLATIONS AUTORISEES

Le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL de la HAUTE-SAONE –SITE DE VESOUL-, dont le siège social est situé 41, Avenue Aristide Briand - 70000 VESOUL, est autorisé, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter les installations décrites en annexe I au présent arrêté dans son établissement sis ZAC des Haberges sur le territoire de la commune de VESOUL :

SECTION BB - lieu-dit "champ de la Montoillotte" : parcelles 7, 8, 10 à 17, 19, 85, 87, 89, 102, 137, 138, 140

SECTION BC - lieu-dit "Prora" : parcelles 31 à 34, 39 à 48, 151, 152, 154, 156, 158, 161, 163.

1.2. - REGLEMENTATION DES ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION

Les activités visées à l'annexe I du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, d'une part aux dispositions du présent arrêté, d'autre part aux prescriptions types relatives aux rubriques correspondantes jointes au présent arrêté, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.3. - AUTRES ACTIVITES DU SITE

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou inconvénients présentés par les installations classées, objet du présent arrêté.

ARTICLE 2. - REGLEMENTATION A CARACTERE GENERAL

Sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations visées par le présent arrêté :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant règlement des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées ;
- l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'eau soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes.

ARTICLE 3. - STRUCTURE DE L'ARRETE

Le présent arrêté se compose, selon le sommaire en annexe, de quatre titres :

- le titre 1 définit les conditions générales de la présente autorisation,
- le titre 2 regroupe les dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement :

chapitre I -	Dispositions générales
chapitre II -	Prévention de la pollution de l'eau
chapitre III -	Prévention de la pollution de l'air
chapitre IV -	Déchets
chapitre V -	Prévention des nuisances sonores - vibrations
chapitre VI -	Prévention des risques
- le titre 3 définit les dispositions techniques particulières applicables aux installations de réfrigération et de compression,
- le titre 4 introduit les dispositions à caractère administratif.

- les annexes :

- annexe 1 : liste des installations autorisées déclarées et non classables
- annexe 2 : liste des documents à transmettre périodiquement à l'inspection des installations classées
- annexe 3 : plan de localisation des points de mesure acoustiques
- annexe 4 : plan d'ensemble - installation de réfrigération
- annexe 5 : sommaire

TITRE 1

Conditions générales de l'autorisation

ARTICLE 4. - CONFORMITE AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) de demande en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 5. - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à assurer l'intégration esthétique du site dans son environnement.

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

ARTICLE 6. - DECLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

Un rapport d'accident et sur demande un rapport d'incident, répondant à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées

ARTICLE 7. - CONTROLES ET ANALYSES (INOPINES OU NON)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non par un organisme tiers soumis à son approbation, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 8. - DOSSIER INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant doit établir, tenir à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation et les déclarations de modifications,
- les plans et schémas de circulation des eaux définis titre 2 chapitre II du présent document,
- l'arrêté d'autorisation ainsi que tous les arrêtés préfectoraux pris en application de la législation des installations classées (arrêtés complémentaires, mises en demeure...),
- les récépissés de déclaration et les prescriptions associées, correspondant aux rubriques de l'annexe I,
- les résultats des mesures sur le bruit, les vibrations, la foudre et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces données sont conservées sur trois années sauf réglementation particulière,
- le dossier sécurité défini titre 2 chapitre VI du présent document.

Par ailleurs, la liste récapitulative des documents à transmettre périodiquement à l'inspection des installations classées figure en annexe II.

ARTICLE 9. - TRANSFERT DES INSTALLATIONS - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur doit faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 10. - CESSATION DEFINITIVE D'ACTIVITE

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 512-1 et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du site (ou de l'installation) sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

TITRE 2

Dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 11. - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les installations de traitement des effluents atmosphériques et aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévus par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, concentration...), y compris en période de démarrage ou d'arrêt des unités de production.

Les paramètres permettant d'assurer la conduite d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre des dispositions pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

CHAPITRE II

PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 12. - PRELEVEMENTS D'EAU

- GENERALITES ET CONSOMMATION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement.

Les installations sont alimentées à partir du réseau urbain d'eau potable pour une consommation annuelle de 86 450 m³.

Les ouvrages de prélèvements sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

ARTICLE 13. - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les eaux doivent être collectées selon leur nature, et le cas échéant la concentration des produits qu'elles transportent, et acheminées vers les traitements dont elles sont justifiables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci après :

13.1. NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- les eaux sanitaires ;
- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

13.2 -LES EAUX SANITAIRES

Les « eaux sanitaires » sont traitées en conformité aux règles sanitaires en vigueur. Elles concernent notamment :

- les eaux usées de lavabos, des toilettes, les eaux de l'hémodialyse, les rejets après traitement des eaux usées grasses collectées, puis rejetées dans le réseau d'assainissement de la ZAC des Haberges ;
- les eaux de laboratoire, les eaux du service mortuaire, autres que celles du dernier paragraphe ci-dessous, traitées sur site avant rejet dans le réseau d'assainissement ;
- les eaux de purge en cas de traitement curatif ou préventif vis-à-vis du risque légionelle rejetées dans le réseau d'assainissement ;
- les eaux des douches de sécurité, les effluents provenant du traitement des corps du service mortuaire ainsi que les eaux et produits liquides issus des automates du laboratoire collectés dans des récipients spécifiques, évacués et traités par une société spécialisée.

13.3. - LES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par le réseau interne pour être acheminées vers le réseau de la ZAC des Haberges comportant un bassin d'orage.

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement de chaussées, de parking doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être dirigées, via une zone de rétention vers le réseau séparatif destiné aux eaux pluviales de la ZAC.

13.4. - CONFINEMENT DES EAUX SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées dans le but de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

ARTICLE 14. - PLANS ET SCHEMAS DE CIRCULATION

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des eaux pluviales, des eaux d'alimentation, des eaux industrielles et des eaux usées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...),
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les réseaux,
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Ils sont mis à jour à chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 15. - CONDITIONS DE REJET

15.1. - AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET

Sur chaque canalisation de rejets d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons. Ces points comportent des caractéristiques qui permettent de réaliser des mesures représentatives et sont aménagés de façon à être aisément accessibles, permettre des interventions en toute sécurité et assurer une bonne diffusion des rejets dans le milieu récepteur.

ARTICLE 16. - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

16.1. - CONDITIONS GENERALES

L'ensemble des rejets du site intervenant dans le milieu naturel doit respecter au moins les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

Température :	< 30°C
pH :	compris entre 5,5 et 8,5
Couleur :	modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l
MEST :	< 100 mg/l si le flux journalier maxi n'excède pas 15 kg/j, < 35 mg/l au delà
HC totaux :	< 5 mg/l

16.2. - MODALITES DE REJET DANS UN OUVRAGE COLLECTIF

Les prescriptions de cet arrêté préfectoral s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 35-8 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

ARTICLE 17. - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

17.1. - RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, à 800 litres minimum ou égale à la capacité totale des récipients lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

La capacité de rétention doit être maintenue propre et vide. Dans ce cadre l'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence en procédant à l'évacuation des eaux pluviales recueillies par ces dispositifs aussi souvent que nécessaire.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

17.2. - TRANSPORT – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles édictées ci-dessus.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs fixes sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

CHAPITRE III

PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

ARTICLE 18. - PRINCIPES GENERAUX - AMENAGEMENTS

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté et notamment à celles de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié, relatives aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration relatives à la combustion.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations respectent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place, le cas échéant.

ARTICLE 18.1 - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

Emissions canalisées :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu, les valeurs limites en débit et concentration ainsi que les modalités d'autosurveillance définies ci-dessous :

Installation concernée		Paramètre	Concentration en mg/Nm ³	Débit Nm ³ /h	Fréquence de surveillance
Chaudières gaz naturel / FOD en secours	Gaz	Poussières	5	8000	Tous les 3 ans pour les NOx
		SO ₂	35		
		NO ₂	150		
	FOD	SO ₂	170		/
Chaudière "bois"		Poussières	150	8000	Tous les 3 ans
		SO ₂	200		
		NO ₂	500		
		CO	250		
		COV (*)	50		

(*) hors méthane, exprimé en équivalent CH₄

Pour les valeurs limites fixées ci-dessus :

- le débit des effluents est exprimé en mètre cube par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec), excepté les installations de séchage où les mesures se font sur gaz humides ;
- les concentrations sont exprimées en masse par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ;
- les valeurs limites de rejets s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure ;

ARTICLE 18.2 - CONDITIONS DE REJETS

18.2.1 - Caractéristiques des cheminées

La hauteur de chaque cheminée et la vitesse d'éjection des gaz sont données dans le tableau ci-dessous :

Installation	Hauteur	Vitesse d'émission des gaz
Chaudières gaz naturel / FOD en secours	25 mètres	≥ 5 m/s
Chaudière bois	25 mètres	≥ 6 m/s

La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

18.2.2 - Aménagement des points de rejet

Sur chaque canalisation de rejet est aménagé un point de prélèvement d'échantillon et un point de mesure normalisé.

18.2.3 - Conditions particulières d'alimentation de la chaudière "bois"

La chaudière, de puissance maximale 2,6 MW, ne peut être alimentée qu'à partir de biomasse non traitée.

CHAPITRE IV

DECHETS

ARTICLE 19. - PRINCIPE GENERAUX

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, qui ne doivent pas être de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement.

ARTICLE 20. - CONTROLE DE LA PRODUCTION DES DECHETS

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listing informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

ARTICLE 21. - STOCKAGE TEMPORAIRE DES DECHETS

21.1. - QUANTITE STOCKEE

La quantité de déchets stockés provenant des installations classées sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement, comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.

21.2. - CONDITIONS DE STOCKAGE

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

À cette fin :

- les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ;
- les déchets liquides ou pâteux doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits ;

- les aires affectées au stockage de déchets liquides doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides accidentellement répandus ;
- les aires doivent être placées à l'abri des intempéries pour tous dépôts de déchets en vrac ou non hermétiquement clos susceptibles d'être à l'origine d'entraînement de polluant par l'intermédiaire des eaux pluviales. Pour les autres dépôts, le rejet des eaux pluviales recueillies dans les rétentions ne pourra intervenir qu'après constat de l'absence de toute pollution ;
- les mélanges de déchets ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs ;
- le stockage de déchets doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature ;
- les déchets de la cuisine seront entreposés dans un local réfrigéré ;
- Les déchets à risques infectieux seront stockés dans des containers adaptés ;
- Les déchets ménagers seront stockés dans des bacs spécifiques.

ARTICLE 22. - ELIMINATION DES DECHETS

22.1. - PRINCIPE GENERAL

Le traitement et l'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, doivent être assurés dans des installations classées pour la protection de l'environnement, aptes à les recevoir.

L'exploitant doit veiller à ce que le procédé et la filière mis en œuvre soient adaptés à ses déchets. Dans ce cadre, il justifiera du caractère ultime, au sens de l'article L 541-1 du titre IV du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages, dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

La gestion des déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) et assimilés et des pièces anatomiques devra respecter la réglementation sanitaire en vigueur.

22.2. - DESTINATION ACTUELLE DES DECHETS

Typologie des déchets générés	Quantités annuelles	Société de transport	Société éliminatrice	Filières d'élimination
DASRI	180 t	Transenviromnement	TREDI Salaize	Incinération
Pièces anatomiques	15 unités	Transenviromnement	Complexe Funéraire le Creusot	Incinération
Déchets ménagers	420 t	Communauté de Communes de Vesoul		Enfouissement
Papiers confidentiels		JPL (Brusey - 70)		Recyclage
Verre non souillé	< 1 t	/	Déchetterie (Echenoz)	Recyclage
Piles	< 1 t	/	Déchetterie de Vaivre	
Tubes néons	< 1 t	/	Déchetterie de Vaivre	
Films radio	300 à 500 kg	Purhypo	Rhône Alpes Argent (Genas)	Traitement puis incinération ou enfouissement
Palettes Europe		Reprises par le fournisseur		
Palettes non réutilisables	< 1 t	/	Déchetterie de Vaivre	Recyclage
Métaux	11 t	/	Déchetterie de Vaivre	Recyclage
Déchets verts				
Cendres de la chaudière bois			Filière d'élimination autorisée	

CHAPITRE V

PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

ARTICLE 23. - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

23.1. - VALEURS LIMITES DE BRUIT

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf les dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, aux emplacements repérés à l'annexe III du présent arrêté selon le tableau ci-dessous :

Emplacement	1	2	3	4
Niveau de bruit pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés	65	68	53	68
Niveau de bruit pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés	57	59	48	58

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins.

23.2. - MESURES PERIODIQUES

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux emplacements 1, 2, 3, 4 de l'annexe III.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à l'inspection des installations classées.

Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE VI

PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 24. - IMPLANTATION – AMENAGEMENT

24.1. - ACCESSIBILITE

Les bâtiments doivent être pourvus de portes et issues de secours en nombre suffisant, disposées convenablement. Elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et ne comporter aucun dispositif de condamnation. Elles doivent être signalées par des inscriptions nettement visibles de jour comme de nuit.

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. A cette fin une voie de 4 mètres de large et de 3,5 mètres de haut est au moins maintenue dégagée pour la circulation des véhicules d'intervention, sur le demi-périmètre des différents bâtiments.

Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont maintenus en permanence accessibles depuis l'extérieur du site (chemins carrossables, ...) pour les moyens d'intervention.

24.2. - VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

24.3. - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Les installations électriques sont réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables, et en particulier au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Le matériel électrique est protégé contre les chocs.

Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté du 31 mars 1980 susvisé, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ces rapports doivent comporter :

- une description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'arrêté et du décret mentionnés ci-dessus.

24.4. - ÉLECTRICITE STATIQUE ET MISE A LA TERRE DES EQUIPEMENTS

Les installations sont protégées contre les effets de l'électricité statique et les courants parasites.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables par du personnel compétent, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. La valeur des résistances de terre est périodiquement mesurée et doit être conforme aux normes en vigueur.

24.5. - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations doivent être protégées contre la foudre.

À cette fin et sur la base des conclusions de l'étude préalable prescrite par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993, les moyens nécessaires pour assurer une protection efficace de l'ensemble des installations contre les effets directs et indirects de la foudre seront mis en œuvre.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adaptée, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure sera décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Cette vérification sera également effectuée après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structure et après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants, susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection mis en place.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. Dans l'impossibilité, des justifications et des mesures compensatoires appropriées seront apportées.

24.6. - RELAIS ET ANTENNES

Les installations ne doivent pas disposer de relais ou d'antennes d'émission ou de réception collectives sur les toits, à moins qu'une étude technique justifie que ces équipements ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou d'explosion.

24.7. - CHAUFFAGE

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle façon qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

ARTICLE 25. - EXPLOITATION – ENTRETIEN

25.1. - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés.

25.2. – CONTROLE DE L'ACCES

L'accès aux installations classées est contrôlé.

25.3. - CONNAISSANCE DES PRODUITS, ETIQUETAGE

Seules les personnes désignées et spécialement formées à cet effet ont accès aux dépôts de produits dangereux.

L'exploitant doit tenir à jour les documents lui permettant de connaître la nature et les risques de tout produit dangereux présent dans l'établissement.

En particulier, les fiches de données de sécurité répondant à l'arrêté du 5 janvier 1993 modifié et à sa circulaire d'application du 22 novembre 1994 seront établies et maintenues à jour pour toute substance et toute préparation dangereuse au sens des arrêtés des 20 avril 1994 et 21 février 1990 modifiés.

Ces fiches doivent être tenues à la disposition du personnel d'intervention en cas de sinistre, qu'il soit interne ou externe à la société.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits contenus et, s'il y a lieu, les symboles de danger prévus par les arrêtés ministériels susvisés.

25.4. - REGISTRE ENTREE / SORTIE

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la qualité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les locaux de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

25.5. - PROPRETE

Les locaux doivent être maintenus propres et être régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 26. - RISQUES

26.1. - LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation dites zones à risques qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).

Ce risque est signalé. Toutes mesures de prévention et d'intervention doivent être prises en conséquence.

26.2. - PROTECTION INDIVIDUELLE

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés aux points stratégiques, facilement accessibles. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

26.3. - MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toute circonstance par les engins de secours et de lutte contre l'incendie, à savoir :

- 5 poteaux d'incendie normalisés NFS 61-213 pouvant fournir un débit simultané de 3 x 60 m³/h (3 x 1 000 l/mn) sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures. Ils devront être implantés conformément à la norme NFS 62-200 et être situés à moins de 200 m de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurée en empruntant les voies accessibles en tous temps aux moyens de secours.
Les sections des canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- et le cas échéant :
 - de robinets d'incendie armés,
 - d'un système d'extinction automatique d'incendie couplé à la mise en service du bassin de confinement des eaux d'incendie,
 - d'un système de détection automatique d'incendie associé à une alarme,
 - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adapté au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,
 - de colonnes sèches en matériau incombustible,
 - de colonnes en charge.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces opérations seront consignées dans un registre.

Les emplacements de ces équipements sont matérialisés sur les sols et bâtiments. Des plans des locaux, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, doivent être établis, maintenus à jour et affichés.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie, doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant et les Services de Secours et d'Incendie. La date et le compte-rendu de ces exercices seront portés à la connaissance de l'inspection des installations classées et consignés sur un registre.

Des voies d'accès aux moyens de secours seront aménagées spécifiquement pour les pompiers le long des épis d'hébergement et le long des façades est et ouest, avec pour la façade est, un accès contrôlé.

L'accès à la cour logistique se fera par la voie logistique bénéficiant d'un accès contrôlé.

Les zones de stationnement autorisées seront identifiées et délimitées.

Par ailleurs, se trouveront à proximité immédiate du site, deux bassins d'orage, un bassin étanché de rétention et un bassin de dispersion.

26.4. - RESERVES DE SECURITE

L'établissement dispose de réserves de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation.

26.5. - POINTS CHAUDS

Dans les zones à risques définies ci-avant, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

De même, dans ces zones, les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés et disposent de capteurs de température ou de dispositifs équivalents. De plus, ils sont disposés à l'extérieur des équipements qu'ils entraînent.

Les engins munis de moteurs à combustion interne doivent présenter des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

26.6. - PERMIS DE TRAVAIL – PERMIS DE FEU

Dans les zones à risques définies ci-dessus, tous les travaux ou interventions conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu », suivant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et le cas échéant le « permis de feu », la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

26.7. - CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou point chaud dans les zones à risques ;

- l'obligation du « permis de travail » pour les interventions en zones à risques ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'élimination ;
- les moyens d'intervention en cas de sinistre, d'évacuation du personnel et d'appel des secours internes et externes ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

26.8. - CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- le maintien dans les lieux de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, ainsi que la liste des vérifications à effectuer avant la mise en marche de l'installation suite à suspension d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour leur transport.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

26.9. - DOSSIER DE SECURITE

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier de sécurité mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce dossier regroupera au minimum les registres suivants :

- contrôles initiaux, modificatifs et périodiques des installations électriques,
- comptes-rendus des exercices périodiques contre l'incendie,
- rapports de visites des installations de protection contre la foudre,
- liste des matériels importants pour la sûreté et comptes-rendus des essais périodiques,
- rapports de visites périodiques des matériels d'extinction, de sécurité et de secours,
- liste des produits dangereux présents sur le site accompagné d'un état des stocks et des fiches toxicologiques,
- consignes définies ci-dessus,
- rapports d'incidents et d'accidents.

TITRE 3

Dispositions particulières aux installations de réfrigération et de compression

ARTICLE 27. - PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION ET DE COMPRESSION

Les locaux accueillant les installations de réfrigération ou de compression sont construits en matériaux M0 et disposés de façon telle qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage.

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

L'arrêt des installations doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur des locaux.

Des dispositifs efficaces de purges sont placés sur tous les appareils aux emplacements où les produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

Toutes les mesures sont prises pour éviter que la manœuvre des dispositifs de purge et l'évacuation des produits de purge ne créent des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Les éluats des installations de compression ainsi que les vidanges des installations de réfrigération sont traités suivant des filières agréées pour l'élimination des déchets.

ARTICLE 28. - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE RÉFRIGÉRATION

Toutes les dispositions sont prises pour éviter les entrées d'air en un point quelconque du circuit primaire de réfrigération.

Un dispositif est prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau et sa température. Ces paramètres sont intégrés dans la commande des installations et permettent leur arrêt ou leur mise en sécurité lors d'une dérive hors des plages de fonctionnement.

Les opérations de maintenance sur les fluides frigorigènes sont confiées à un opérateur certifié par un organisme désigné par arrêté tel que défini par le décret du 7 mai 2007. Les fluides usagés sont éliminés suivant des filières agréées pour l'élimination des déchets.

ARTICLE 29. - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMPRESSION

Des murs de protection suffisants et formant éventuellement chicanes pour l'accès des compresseurs et des accumulateurs entourent ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils lors d'une explosion éventuelle.

Des filtres maintenus en état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

TITRE 4

Dispositions à caractère administratif

ARTICLE 30. - ANNULATION ET DECHEANCE

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 31. - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 32. - CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au titre III, livre II du Code du Travail et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

ARTICLE 33. - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 34. - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 35. - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LA HAUTE-SAONE – SITE DE VESOUL-.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

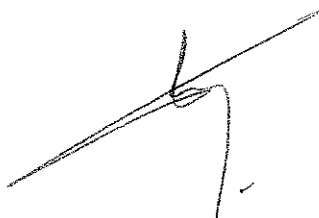
Un extrait sera publié par les services préfectoraux, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de VESOUL par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 36. - EXECUTION ET COPIE

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de VESOUL, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- aux maires de VAIVRE ET MONTOLLE, NOIDANS LES VESOUL, PUSEY, PUSY EPENOUX
- à la Direction Départementale de l'Équipement,
- à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt,
- à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- à la Direction Départementale du Service Incendie et de Secours,
- à la Direction Régionale de l'Environnement.

Fait à Vesoul, le 12 7 DEC 2007



Francis LAMY

Annexe 1 à l'arrêté n°

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques du site	Régime
2920	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa :</p> <p>Dans tous les autres cas (fluides non classés inflammables ou toxiques), la puissance absorbée étant :</p> <p>a) supérieure à 500 kW</p>	<p>Installation de réfrigération : 4 x 350 kW pour système général. Groupes chambres froides : Cuisine : environ 43 kW Morgue : 2 kW Pharmacie : 2,5 kW Soit au total 1 447,5 kW Compresseurs d'air pour : Atelier : 1,5 kW Production air médical : 100 kW Production air industriel : 20 kW Soit au total 121,5 kW (Situation : voir annexe 4 repère 1)</p>	A
273 bis	<p>Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire y compris jusqu'à obtention de la forme galénique, en dehors des officines de pharmacie non hospitalières.</p> <p>Installation employant du personnel défini à l'article R.5115-4 ou R.5146-60 du Code de la Santé publique et non visée par d'autres rubriques de la nomenclature.</p> <p>Sont également visés par cette rubrique les insecticides et acaricides à usage humain ou vétérinaire et les liquides pour adaptation de lentilles de contact.</p>	<p>Local cytostatique comprenant un stockage maximal de 382 g de produits en poudre conditionnés en flacons pour préparation de solutions injectables</p>	D
2910	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée, ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut notamment le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciure, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</p> <p>Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 chaudières gaz/fioul de 2 110 kW PCI + 1 de 2 110 kW utilisées en secours 1 chaudière bois de 2 600 kW PCI + 2 groupes électrogènes de 3 500 kW PCI chacun soit une puissance totale de 13,82 MW.</p>	D

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques du site	Régime
1220	<p>Oxygène (emploi et stockage d')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Citernes à l'extérieur : 10,5 t</p> <p>Atelier plomberie-chauffage = 2x10 kg</p> <p>Soit au total 10,52 tonnes</p>	D
1530	<p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) :</p> <p>La quantité stockée étant :</p> <p>Supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Le volume des locaux (h*l*L*) est retenu</p> <p>Stockage de linge de 400 m³ selon Chariot linge = 208 m³ et linge sale = 192 m³</p> <p>Stockage de papier de 1 741 m³ selon Stérilisation = 384 m³ Archives : (médicales = 1 235 m³, labo = 32 m³, obstétrique = 42 m³, pédiatrie = 48 m³)</p> <p>Stock non tissé (couches...) en pharmacie Stockage bois à la menuiserie (1 t) soit environ 2,5 m³ Stockage bois pour la chaufferie : 216 m³</p> <p>Soit un volume total de matériaux combustibles de 2 360 m³ au maximum.</p>	D
2221	<p>Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc... à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour animaux de compagnie.</p> <p>La quantité étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 kg/j mais inférieure ou égale à 2 t/j</p>	700 kg par jour	D
1200	<p>Comburantes (substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille pr d'autres rubriques :</p> <p>Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c) Inférieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 100 t</p>	<p>Stockage de protoxyde d'azote :</p> <p>2 Cadres de 315 kg</p> <p>Air médical étiqueté comburant = 140 kg (pédiatrie, radiologie, gynécologie, réanimation et Bloc Chirurgie en bouteilles de 4 et de 50 kg</p> <p>soit au total : 770 kg</p>	NC

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques du site	Régime
2220	<p>Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc.. ; à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.</p> <p>La quantité de produit entrant étant :</p> <p>2. Inférieure à 2 t/j</p>	750 kg par jour	NC
2230	<p>Lait (Réception, stockage, traitement, transformation, etc... du) ou des produits issus du lait.</p> <p>La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant :</p> <p>2. Inférieure à 7 000 l/j</p> <p>Équivalences sur les produits entrant dans l'installation :</p> <p>1 litre de crème = 8 l équivalent-lait</p> <p>1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre non concentré = 1 l équivalent-lait</p> <p>1 litre de lait écrémé, de sérum, de babeurre préconcentré concentré = 1 l équivalent-lait</p> <p>1 kg de fromage = 10 l équivalent-lait</p>	<p>60 kg de fromage soit 600 litres en équivalent-lait,</p> <p>900 litres de lait,</p> <p>300 kg de laitage soit 3 000 litres en équivalent-lait (maximale)</p> <p>soit au total 4 500 litres en équivalent-lait</p>	NC
1432	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) :</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430</p> <p>b) Inférieure à 10 m³.</p>	<p>Stockage de fioul (2^{de} cat) : 150 m³ (groupes électrogènes+chauffage) soit une capacité équivalente de 6 m³.</p> <p>Labo. bactério = 15 l de produits 1^{ère} catégorie</p> <p>Pharmacie = 335 l de produits de 1^{ère} catégorie et 45 l de liquides extrêmement inflammables (éther) soit une capacité équivalente de 0,785 m³</p> <p>Ateliers menuiserie = 5 l de produits de 1^{ère} catégorie</p> <p>Peinture = 25 l de produits de 1^{ère} catégorie</p> <p>Jardinage = 20 l de produits de 1^{ère} catégorie</p> <p>Soit une capacité équivalente de 0,050 m³</p> <p>Capacité équivalente totale = 6,85 m³</p>	NC

Rubrique	Désignation de l'activité	Paramètres caractéristiques du site	Régime
2950	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique , la surface annuelle traitée étant : Autres cas (radiographie médicale arts graphiques, photographie, cinéma) : inférieure à 5 000 m ²	Le seul secteur qui utilise un procédé humide est la mammographie La surface annuelle traitée est de 300 m² .	NC
1180	Acétylène (stockage ou emploi de l'), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Inférieure à 100 kg	2 bouteilles de 6 kg à l'atelier Plomberie-Chauffage	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	Batteries des autolaveuses et transpalettes : < 10 kW par local	NC
2410	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues , la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant : Inférieure à 50 kW.	15 Kw installés à l'atelier menuiserie	NC
2560	Métaux et alliages (travail mécanique des), La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : Inférieure à 50 Kw	5 kW à l'atelier peinture 20 kW à l'atelier Plomberie et Chauffage 5 kW à l'atelier Électrique et biomédical Total = 30 kW	NC

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour
VESOUL, le 27 DEC. 2007
Le Préfet



ANNEXE 2 A L'ARRETE N°

Francis LAMY,

3489 dm

27 DEC. 2007

Article	Document	Première échéance	Périodicité
23-2	Mesure des niveaux d'émissions sonores	/	5 ans
24-5	Vérification de la protection contre la foudre	/	5 ans

SOMMAIRE

<i>ARTICLE 1 - CHAMP DE L'AUTORISATION</i>	2
1.1 - Installations autorisées	2
1.2 - Réglementation des activités soumises à déclaration	2
1.3 - Autres activités du site	3
<i>ARTICLE 2 - REGLEMENTATION A CARACTERE GENERAL</i>	3
<i>ARTICLE 3 - STRUCTURE DE L'ARRETE</i>	3
TITRE 1 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION	5
<i>ARTICLE 4 - CONFORMITE AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS</i>	5
<i>ARTICLE 5 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE</i>	5
<i>ARTICLE 6 - DECLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS</i>	5
<i>ARTICLE 7 - CONTROLES ET ANALYSES (INOPINES OU NON)</i>	5
<i>ARTICLE 8 - DOSSIER INSTALLATIONS CLASSEES</i>	6
<i>ARTICLE 9 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS - CHANGEMENT D'EXPLOITANT</i>	6
<i>ARTICLE 10 - CESSATION DEFINITIVE D'ACTIVITE</i>	6
TITRE 2 - DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT	7
CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	7
<i>ARTICLE 11 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS</i>	7
CHAPITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	8
<i>ARTICLE 12 - PRELEVEMENTS D'EAU</i>	8
<i>ARTICLE 13 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES</i>	8
13.1 - Nature des effluents	8
13.2 - Les eaux sanitaires	8
13.3 - Les eaux pluviales	9
13.4 - Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	9
<i>ARTICLE 14 - PLANS ET SCHEMAS DE CIRCULATION</i>	9
<i>ARTICLE 15 - CONDITIONS DE REJET</i>	9
15.1 - Aménagement des points de rejet	9
<i>ARTICLE 16 - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES</i>	9
16.1 - Conditions générales	9
16.2 - Modalités de rejet dans un ouvrage collectif	10
<i>ARTICLE 17 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES</i>	10
17.1 - Rétentions	10
17.2 - Transport - chargements - déchargements	10
CHAPITRE III - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR	11
<i>ARTICLE 18 - PRINCIPES GENERAUX - AMENAGEMENTS</i>	11
<i>ARTICLE 18.1 - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES</i>	11
<i>ARTICLE 18.2 - CONDITIONS DE REJETS</i>	12
18.2.1 - Caractéristiques des cheminées	12
18.2.2 - Aménagement des points de rejet	12
18.2.3 - Conditions particulières d'alimentation de la chaudière "bois"	12
CHAPITRE IV - DECHETS	13
<i>ARTICLE 19 - PRINCIPES GENERAUX</i>	13
<i>ARTICLE 20 - CONTROLE DE LA PRODUCTION DES DECHETS</i>	13
<i>ARTICLE 21 - STOCKAGE TEMPORAIRE DES DECHETS</i>	13
21.1 - Quantité stockée	13
21.2 - Conditions de stockage	13
<i>ARTICLE 22 - ELIMINATION DES DECHETS</i>	14
22.1 - Principe général	14
22.2 - Destination des déchets	15
CHAPITRE V - PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS	16
<i>ARTICLE 23 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS</i>	16
23.1 - Valeurs limites de bruit	16
23.2 - Mesures périodiques	17

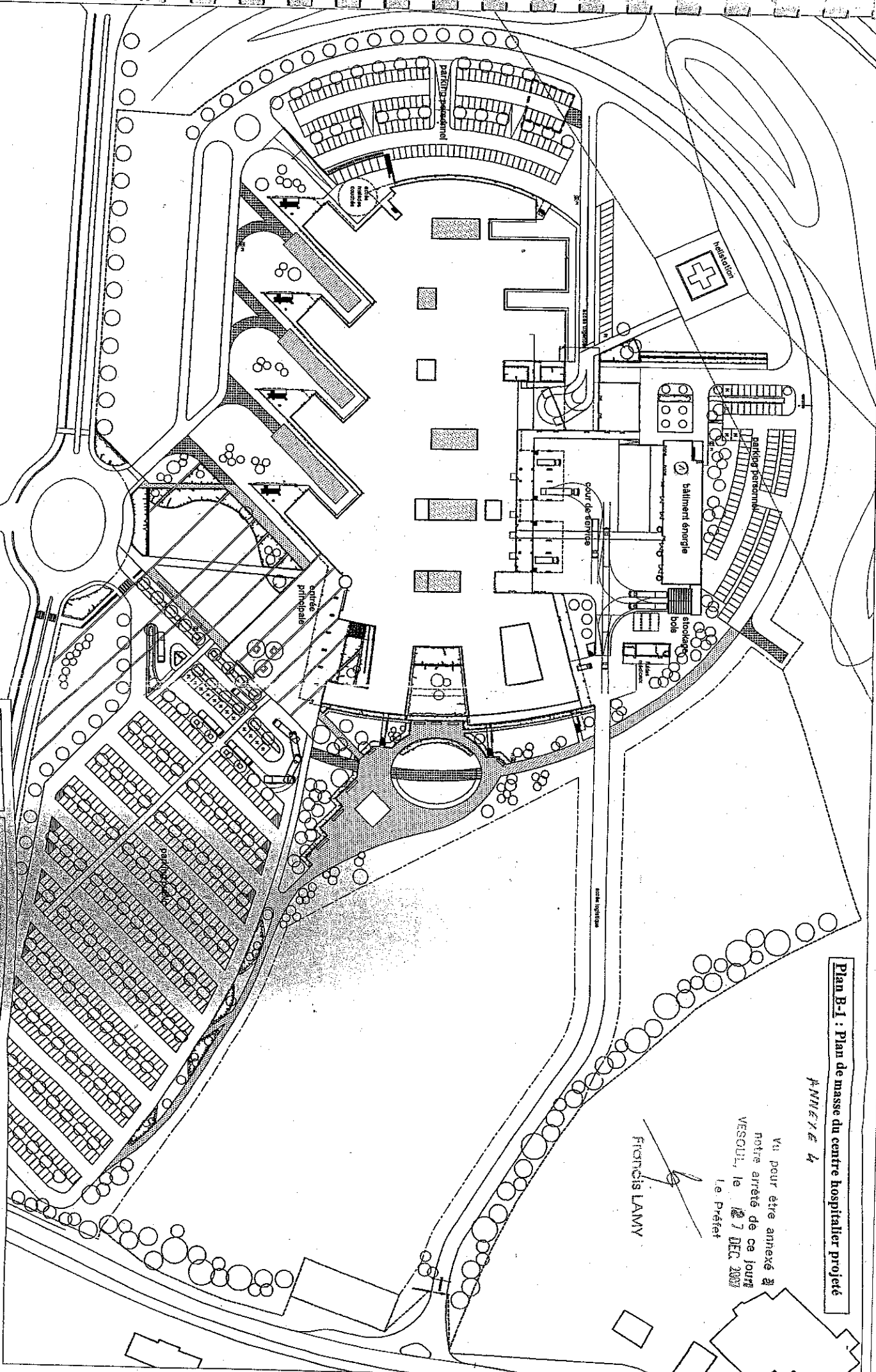
CHAPITRE VI - PREVENTION DES RISQUES	18
<i>ARTICLE 24 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT</i>	18
24.1 - Accessibilité	18
24.2 - Ventilation	18
24.3 - Installations électriques	18
24.4 - Electricité statique et mise à la terre des équipements	19
24.5 - Protection contre la foudre	19
24.6 - Relais et antennes	19
24.7 - Chauffage	19
<i>ARTICLE 25 - EXPLOITATION - ENTRETIEN</i>	19
25.1 - Surveillance de l'exploitation	19
25.2 - Contrôle de l'accès	19
25.3 - Connaissance des produits, étiquetage	20
25.4 - Registre d'entrée / sortie	20
25.5 - Propreté	20
<i>ARTICLE 26 - RISQUES</i>	20
26.1 - Localisation des risques	20
26.2 - Protection individuelle	21
26.3 - Moyens de secours contre l'incendie	21
26.4 - Réserves de sécurité	22
26.5 - Points chauds	22
26.6 - Permis de travail - permis de feu	22
26.7 - Consignes de sécurité	22
26.8 - Consignes d'exploitation	23
26.9 - Dossier de sécurité	23
TITRE 3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET DE COMPRESSION	24
<i>ARTICLE 27 - PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION ET DE COMPRESSION</i>	24
<i>ARTICLE 28 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE REFRIGERATION</i>	24
<i>ARTICLE 29 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE COMPRESSION</i>	25
TITRE 4 - DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF	26
<i>ARTICLE 30 - ANNULATION ET DECHEANCE</i>	26
<i>ARTICLE 31 - PERMIS DE CONSTRUIRE</i>	26
<i>ARTICLE 32 - CODE DU TRAVAIL</i>	26
<i>ARTICLE 33 - DROITS DES TIERS</i>	26
<i>ARTICLE 34 - DELAI ET VOIE DE RECOURS</i>	26
<i>ARTICLE 35 - NOTIFICATION ET PUBLICITE</i>	26
<i>ARTICLE 36 - EXECUTION ET COPIE</i>	27
ANNEXES	

Plan B-1 : Plan de masse du centre hospitalier projeté

ANNEXE 4

Vu pour être annexé à
notre arrêté de ce jour
VESOUL, le 12 7 DEC 2007
Le Préfet

FRANÇOIS LAMY



PLAN MASSE			
CODE	AFRE	NUMERO	PRO
FDM	CENTRE HOSPITALIER DE LA HAUTE-SAONE	FICHER	
		ECHELLE	DATE
		1/1333	octobre 2004
			PAGE

BP 2536 38035 Grenoble cedex 2 - Tél. 04 76 96 45 90 Fax. 04 76 21 97 29 E-mail: architectes@groupe6.fr <http://www.groupe6.fr>

